



Plus

John Manley en eau trouble

par Joël-Denis Bellavance
page B5



John McCallum: nouveau faucon canadien

La chronique de Vincent Marissal
page B2



**Des oh!
et des bah!**

Page B5

La Presse

CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 11 JANVIER 2003



RICHARD HÉTU

LA PRESSE À NEW YORK

Le monde arabe est à un carrefour de son histoire. En publiant l'été dernier le Rapport arabe sur le développement humain pour l'année 2002, Rima Khalaf Hunaidi, ex-vice-premier ministre de Jordanie, aujourd'hui directrice du Bureau régional du PNUD (programme des Nations unies) pour les États arabes, a tenté de réveiller le peuple au passé illustre, à l'origine de l'algèbre, de l'astronomie et de la médecine, mais qui semble stagner depuis des décennies. Malheureusement, le rapport de l'ONU a été ignoré par les médias du monde arabe, constate notre correspondant.



Photo VAHID SALEMI, Associated Press ©
Le rapport de l'ONU laisse parler les faits, des faits qui ont conduit les auteurs à identifier trois grands obstacles au développement humain dans le monde arabe : le manque de liberté, l'exclusion des femmes et les carences de connaissances.

À QUAND UNE RENAISSANCE ARABE ?

En ces temps-là, le calife Al Mamoun régnait sur le monde arabe de Bagdad, la cité la plus remarquable de l'univers, celle des jardins merveilleux, des *Milles et Une Nuits*, où foisonnaient les peuples, les langues et les cultures.

Pendant son règne (813-833), Al Mamoun fonda, sur les bords du Tigre, la Maison de la Sagesse, un centre de recherches et de traductions de toute sorte de travaux, chinois, grecs, indiens, perses. Surnommé le « calife éclairé », il encouragea les savants musulmans, chrétiens et juifs à travailler ensemble pour faire progresser les connaissances.

C'était l'apogée des sciences arabes. Al Kowarizmi exploita les idées grecques et surtout indiennes pour établir les bases d'une nouvelle discipline, l'algèbre. Il écrivit aussi le grand livre des *Tables astronomiques*, entre autres ouvrages scientifiques. Abdel Rayhan Mohammad Al Biruni toucha à tout, l'astronomie, l'histoire, la géographie et la médecine, faisant avancer

chacune de ces disciplines. À ces talents arabes, s'ajoutèrent ceux d'Ibn Sina, al-Hassan Ibn Haytham et le célèbre physicien Jabir Ibn Hayyan, « père de la chimie » aux yeux des Européens.

Les arts et les idées connurent également une révolution. Des poètes chantèrent le vin et les femmes. Des philosophes lurent Platon et Socrate. Et dans ce bouillonnement intellectuel et culturel, le savant Al-Kindi écrivit : « Nous ne devons pas avoir honte d'admirer la vérité et de l'accueillir, d'où qu'elle vienne, même si elle nous vient de générations antérieures et de peuples étrangers. La vérité n'est jamais indigne ; elle ne diminue jamais qui la dit, ni qui la reçoit. Au contraire, la vérité ennoblit. »

Bagdad prospéra en ces temps-là, étant rompue au commerce. Ses marchands entretenirent des relations avec le monde entier, comme le rappelle le conte de *Sindbad le marin*.

Le califat arabe de Bagdad expira le 10 février 1258, lorsque les Mongols de Hulagu, petit-fils de Gengis Khan, s'emparèrent de la capitale

des Abbassides, la dynastie arabe à laquelle appartenait Al Mamoun, fils du grand Haroun Rachid, le calife des *Milles et Une Nuits*. Avant de disparaître, les Abbassides de Bagdad eurent le temps de transmettre aux chrétiens d'Occident l'héritage de l'Antiquité. Ainsi, dans les universités du Moyen Âge, les clercs s'initiaient à la philosophie grecque grâce aux traductions arabes.

L'état du monde arabe

À quand une renaissance arabe, comme celle qui transforma l'Occident en libérant ses habitants de l'obscurantisme religieux ? Chaque année, le monde arabe — 22 pays, 280 millions d'habitants — ne traduit qu'environ 330 livres, c'est-à-dire exactement un cinquième du nombre de livres traduits en Grèce, un petit pays d'Europe. Chaque année, l'Espagne traduit autant de livres (100 000) qu'il en a été traduit vers l'arabe depuis le califat d'Al Mamoun, il y a plus de 1000 ans.

Ces données honteuses proviennent d'un rapport de l'ONU sur l'état du monde arabe au début du

XXI^e siècle. Présenté en juillet dernier, ce document est peut-être le début d'une renaissance arabe. Du moins, c'est l'espoir des auteurs, qui sont tous des experts arabes.

« Le monde arabe est à un carrefour de son histoire, disent ces experts. Le choix fondamental consiste à savoir si son parcours restera dominé par la torpeur, comme le laisse croire le contexte institutionnel actuel, et par des politiques inefficaces... ou bien si les perspectives d'une renaissance arabe, créées dans le développement humain, seront activement recherchées. »

Le *Rapport arabe sur le développement humain pour l'année 2002* est un document remarquable. Il porte l'empreinte d'une femme énergique, Rima Khalaf Hunaidi, ex-vice-premier ministre de Jordanie, aujourd'hui directrice du Bureau régional du PNUD (programme des Nations unies) pour les États arabes.

Voir RENAISSANCE en B2



Canapé Biedermeier

3108323

Appréciez la différence.

MOBILART
Meubles & décor

5805, route Transcanadienne, St-Laurent
(Rond point Côte-de-Liesse et Transcanadienne)

(514) 748-9500

Lun. - vend. 9 h à 18 h, sam. 10 h à 17 h, dim. 12 h à 17 h

6529, boul. Décarie, Montréal
(coin Plamondon)

(514) 344-1400

Lun. - vend. 9 h à 18 h, sam. 10 h à 17 h, dim. fermé

**RABAIS
JUSQU'À
50%
POUR UN TEMPS LIMITÉ**

LE PLUS IMPORTANT IMPORTATEUR DE MOBILIER EUROPÉEN AU QUÉBEC

VINCENT MARISSAL

vincent.marissal@lapresse.ca

Le faucon, le moron et la guerre en Irak

« La position du Canada est toujours la même. S'il doit y avoir une intervention en Irak, il faudra une résolution des Nations unies. S'il y a une résolution des Nations unies qui est claire et qui indique clairement que tous les membres ayant participé dans les coalitions antérieures veulent participer, le Canada participera, seulement si nous avons l'appui du Conseil de sécurité. »

— Jean Chrétien aux Communes, 2 octobre 2002

« Si le Conseil de sécurité autorise l'usage de la force en Irak, le Canada y sera présent militairement. Mais si le Conseil de sécurité n'autorise pas l'usage de la force, le Canada se réserve le droit de décider de diverses autres possibilités avec les autorités militaires des États-Unis. »

— John McCallum à Washington, 9 janvier 2003

Mais qu'est-ce qui a bien pu se passer en trois petits mois pour que la position historique du Canada en matière de conflit armé se tortille ainsi dans la bouche d'un ministre recue de cabinet Chrétien et se retrouve subitement à 180 degrés de son point de départ ?

Un indice : mot anglais de cinq lettres, que l'on traduit librement par crétin en français et dont s'est malencontreusement retrouvé affublé l'homme le plus puissant de la planète.

MORON, dites-vous ? Bingo !

Entre les déclarations du premier ministre en octobre sur une éventuelle participation du Canada et celles de son ministre de la Défense, John McCallum, jeudi à Washington, il y a eu cet incident à Prague, où l'ex-directrice des communications de Jean Chrétien a traité le président George Bush de « moron ».

Déjà que les relations Canada — États-Unis s'étaient passablement refroidies depuis l'arrivée au pouvoir de Bush fils, un homme du sud tourné plus naturellement vers le Mexique. Déjà que les querelles sur le bois d'oeuvre et sur le lait minaient nos relations commerciales. Déjà que Washington nous accuse de ne pas faire assez pour empêcher

l'entrée de terroristes sur notre sol. Déjà que le premier ministre a dit aux Américains qu'ils sont en partie responsables des malheurs qui leur tombent dessus. Déjà que notre ministre de

l'Immigration, Denis Coderre, a accusé le gouvernement Bush d'instaurer des politiques de contrôle racistes envers nos concitoyens d'origine arabe. Déjà que l'administration Bush abhorre notre attitude libertine envers la marijuana. Fallait-il, en plus, insulter personnellement le président ?

En arrivant à Washington, M. McCallum a probablement senti le besoin de redresser un peu le déficit de sympathie dont souffre le Canada auprès de l'administration Bush. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il en a beurré épais. Trop épais au goût de son propre patron, si on décède les commentaires recueillis hier dans l'entourage du premier ministre Chrétien.

M. McCallum a justifié son attitude guerrière en affirmant que le Canada, comme bien d'autres pays, est déterminé à trouver et détruire les armes de destruction massive de Saddam Hussein. Ironiquement, le ministre a tenu ces propos le jour même où les inspecteurs de l'ONU affirmaient n'avoir pour le moment trouvé aucune arme du genre en Irak. Ou bien, on croit à l'ONU, ce qui est la position canadienne depuis Lester B. Pearson. Ou bien on n'y croit plus et si c'est le cas, le gouvernement Chrétien devrait nous le laisser savoir.

Après tout, c'est Jean Chrétien lui-même qui affirmait, en novembre dernier au sommet de l'OTAN à Prague : « La position du Canada est celle du Conseil de sécurité (de l'ONU) : si Saddam (Hussein) a des armes de destruction massive, il doit les détruire. Nous croyons au multilatéralisme. »

Non content d'engager seul le Canada dans la prochaine guerre contre l'Irak devant son homologue américain Donald Rumsfeld, le ministre de la Défense a aussi donné sa bénédiction au bouclier antimissiles, allant



encore une fois à l'encontre de la prudence de son patron sur ce projet très controversé.

« Les États-Unis vont le faire de toute façon, avec ou sans le Canada, a-t-il dit. Dans ce contexte, une

participation canadienne au projet aurait l'avantage de pouvoir en influencer le développement, afin que les préoccupations du Canada soient prises en compte. Par ailleurs, ça pourrait contribuer à renforcer les relations militaires entre le Canada et les États-Unis. »

En sortant de sa rencontre, John McCallum s'est même senti obligé de dire que « le secrétaire Rumsfeld était très heureux de ce qu'il venait d'entendre ». Décidément, une très mauvaise journée au bureau pour notre ministre de la Défense.

Au cabinet du premier ministre, on affirmait hier que M. McCallum n'a fait que réitérer la position officielle du gouvernement, mais de toute évidence, on a bien hâte de changer de sujet. Heureusement pour M. Chrétien, c'est le week-end et la Chambre des communes ne siège pas avant deux bonnes semaines. Mais le sujet, soyez-en certain, reviendra sur le tapis des Communes. C'est là que la participation du Canada à un conflit armé doit se débattre, c'est du moins ainsi que l'on fait habituellement dans ce pays.

M. McCallum, qui semble démontrer autant de jugement que son prédécesseur Art Eggleton (celui qui s'est fait virer du cabinet parce qu'il avait donné des contrats à son ex-blonde), vient tout bonnement de faire sauter l'étape du Parlement.

« Ce sont des commentaires inquiétants, j'espère qu'il ne parlait pas au nom de l'ensemble du gouvernement parce que ça va à l'encontre de la position historique du

Canada, s'offusque Lloyd Axworthy, l'ancien ministre libéral des Affaires étrangères qui dirige maintenant une chaire internationale à l'Université de Colombie-Britannique.

M. Axworthy, la colombe des colombes dans les deux premiers gouvernements Chrétien, était renversé hier de voir un ministre canadien balancer la politique officielle de son gouvernement de la sorte. « C'est étrange de l'entendre dire que M. Rumsfeld était heureux de la position canadienne. Vous connaissez les vues de M. Rumsfeld, elles ne reflètent pas exactement ce que pensent la majorité des Canadiens. Je pense qu'ils sont traumatisés à Ottawa par l'affaire du moron. »

Vous direz, avec raison, que dans les faits, le ministre McCallum ne nous engage pas à grand-chose. Étant donné l'état pitoyable de nos forces armées, on enverra probablement deux chaloupes, un planeur et un rouleau de câble téléphonique. Là n'est pas la question. Si le pays part en guerre, ses représentants élus devraient pouvoir en débattre au Parlement.

C'est encore plus vrai depuis que des soldats canadiens sont morts au « combat » l'an dernier en Afghanistan. Si le gouvernement Chrétien ne le fait pas pour la population ou pour l'opposition, il pourrait au moins le faire pour les quatre « boys » fauchés par le tir « ami » américain.

Sans compter que les débats aux Communes ont le grand avantage d'imprimer à l'encre indélébile les grandes citations de nos politiciens. Jugez-en par vous-mêmes : « Je veux être ami avec les États-Unis, mais je ne veux pas qu'on me regarde comme quelqu'un qui se contente de dire : oui, oui, oui, quand le grand patron lui téléphone. »

C'était Jean Chrétien, chef de l'opposition officielle en 1990.

RENAISSANCE

Suite de la page B1

Aux experts arabes, qui représentaient plusieurs disciplines différentes, elle a demandé de répondre à cette question unique : pourquoi le monde arabe est-il en retard ?

Dans leur rapport de 168 pages, les experts ont consacré un total de cinq paragraphes au conflit israélo-palestinien. Ils ne se sont pas davantage attardés sur les États-Unis, dont les politiques nourrissent un antiaméricanisme toujours plus grand dans le monde arabe.

Ils ont voulu laisser parler les faits, des faits qui les ont conduits à identifier trois grands obstacles au développement humain dans le monde arabe : le manque de liberté, l'exclusion des femmes et les carences de connaissances.

Ignorance et oppression

Les faits sont parfois accablants mais, selon la Jordanienne Rima Khalaf, un « diagnostic précis est un élément de solution ».

Ainsi, malgré des progrès remarquables en matière de scolarisation, 65 millions d'adultes — dont les deux tiers sont des femmes — ne savent ni lire ni écrire, et 10 millions d'enfants n'ont pas accès à l'école. L'urgence d'une solution au chapitre de l'éducation est évidente : d'ici à 20 ans, il y aura au moins 400 millions d'habitants dans la région.

« Le coût de l'ignorance est astronomique par rapport à celui d'une amélioration de l'enseignement », dit le rapport.

Dans le monde arabe, le droit des femmes de circuler, d'étudier, d'avoir une activité commerciale et de recevoir des soins médicaux adéquats n'est pas universellement reconnu. Au point de vue de la représentation dans les organes de décision, les femmes arabes occupent le dernier rang dans le monde, derrière les femmes africaines du sud du Sahara.

« Malheureusement, le monde arabe se prive lui-même de la créativité et de la productivité de la moitié de sa population », dit le rapport.

Les experts n'abordent pas de front la question de l'intégrisme religieux dans le monde arabe. Mais sa dénonciation de l'oppression des femmes est un commentaire implicite sur les mollahs qui veulent imposer leurs idées moyenâgeuses sur l'ensemble de la population. Les experts sont moins circonspects sur la question de la gouvernance dans les pays arabes, où les monarchies corrompues côtoient les régimes autoritaires.

« La plupart des pays de la région sont gouvernés par des dirigeants peu soucieux de la transparence et peu enclins à rendre des comptes », dit le rapport.

Selon les experts, une renaissance arabe passe par « un respect



Illustration Newscom ©

L'un des plus grands leaders de l'histoire du monde arabe, le sultan Saladin, ou Sal-Adhin, représenté ici dans toute sa splendeur au moment où il reprenait Jérusalem aux mains des croisés en 1187.

total des droits de l'homme et des libertés ». Ça veut notamment dire une presse libre, car « le degré de liberté d'une société se mesure à la liberté dont jouissent ses médias », selon le rapport de l'ONU.

3000 milliards à l'eau

Les experts arabes soutiennent que leur région est dotée d'une base économique suffisamment solide pour améliorer le développement humain. Le revenu par habitant y demeure plus élevé que dans la plupart des autres régions en développement. Dans plusieurs domaines, les Arabes ont réalisé des progrès remarquables. L'espérance de vie à la naissance a augmenté de 15 ans au cours des trois dernières décennies et les taux de mortalité infantile ont chuté des deux tiers.

Mais un Arabe sur cinq continue à vivre avec moins de deux dollars par jour.

Sur le plan économique, les signaux d'alerte se multiplient dans l'ensemble de la région. Au cours des 20 dernières années, le taux d'accroissement du revenu par tête d'habitant fut le plus bas au

monde, exception faite de l'Afrique subsaharienne. « Si la tendance actuelle de croissance de 0,5 % par an en moyenne persiste dans les prochaines années, il faudrait en moyenne, au citoyen arabe, 140 années pour doubler son revenu, contre un peu moins de 10 ans dans d'autres régions du monde », dit le rapport.

La productivité du travail continue de reculer. En 1960, le produit national brut par tête d'habitant était supérieur à celui des « Tigres » asiatiques. Aujourd'hui, il est égal à la moitié de celui de la Corée du Sud.

Quant à la manne pétrolière, elle est un leurre, selon les experts arabes. Elle fait la fortune des pays riches, mais l'argent de l'or noir n'est pas réinvesti de façon productive. Selon le rapport, la somme considérable de 3000 milliards qui a été investie ces 20 dernières années dans la formation de capital fixe n'a eu que des retombées médiocres sur le revenu par habitant.

Cette manne fausse également la perception globale que l'on a du

progrès arabe, dit le rapport. En réalité, le PIB combiné de tous les pays arabes atteignait à peine 531,2 milliards en 1999, moins que le PIB d'un seul pays européen de taille moyenne, tel que l'Espagne (595,5 milliards).

Selon un sondage réalisé par les experts arabes dans certains pays de la région, 51 % des jeunes veulent émigrer vers des pays étrangers.

Un rapport ? Quel rapport ?

Telles sont, dans le monde arabe, quelques-unes des conséquences du manque de liberté, de l'exclusion des femmes, du manque de connaissance, selon les experts réunis par Rima Khalaf à l'instigation de l'ONU.

« Une personne qui n'est pas libre est pauvre. Une femme qui n'a aucun pouvoir est pauvre. Et une personne qui n'a pas accès à la connaissance est pauvre », soutient Rima Khalaf dans le rapport.

Comment le document de la Jordanienne a-t-il été reçu dans le monde arabe ?

« Rima Khalaf largue une bombe », a titré un quotidien jordanien, *Al-Ra'i*, au-dessus d'un article signé par Fahed al-Fanek.

« Le rapport sur le développement arabe étale le linge sale des Arabes devant le monde et offre une masse d'informations qui nuit à l'image des Arabes dans le monde, mais malheureusement l'information est exacte », a écrit l'auteur de l'article.

Pour coiffer un éditorial, un quotidien koweïtien, *Al-Watan*, a employé ces termes : « Les Nations unies : les Arabes vivent encore au haut Moyen Âge ».

Mais ces réactions furent exceptionnelles. Règle générale, le rapport de l'ONU a été ignoré par les médias du monde arabe. Au Caire, capitale du plus grand pays de la région, où il a été publié, le rapport a reçu un accueil médiatique des plus tièdes.

« Soit la presse n'est pas libre ou bien le rapport n'est pas assez intéressant ! » s'est exclamé Nader Fergany, grand responsable du projet onusien, lors d'une entrevue avec le journal égyptien *Al-Ahram*. « La dernière explication, cependant, est très improbable à la lumière de la couverture médiatique considérable à l'étranger. »

Certains intellectuels arabes ont reproché aux experts choisis par l'ONU de n'avoir accordé que cinq paragraphes, dans la préface, au conflit israélo-palestinien, et encore moins à la situation irakienne.

Ce à quoi Fergany a répondu : « Il est extrêmement important de réaliser que malgré ce que les États-Unis ou Israël essayent de faire, nous, en tant qu'Arabes, avons le droit d'évaluer notre situation propre et d'initier un processus de réformes de l'intérieur. »

Rêves à Washington

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale

NEW YORK — Les faucons ont aussi le droit de rêver. Ainsi, de son perchoir au Pentagone, où il est le bras droit de Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz rêve de changer le centre de gravité du monde arabe en favorisant l'émergence d'un régime démocratique en Irak, par la force militaire s'il le faut. De l'avis de cet intellectuel néo-conservateur, ce serait le début de la fin pour les autocrates et les théocrates de la région.

Rien ne dit que les autres faucons de l'administration Bush, les Rumsfeld et les Cheney, partagent le rêve de Wolfowitz. Il se peut effectivement que le pétrole ait plus d'importance à leurs yeux que la démocratie.

Mais le rêve de Wolfowitz n'est pas sans séduire un certain nombre d'intellectuels de gauche aux États-Unis. Dans les années 1960, ceux-ci ont manifesté contre la guerre du Vietnam. Dans les années 1990, ils ont abandonné leur opposition viscérale à l'utilisation de la force militaire. En Bosnie et au Kosovo, ils ont trouvé une justification humanitaire aux bombes de l'Occident. Le monde ne pouvait fermer les yeux sur les crimes de Slobodan Milosevic.

Paul Berman est l'un des intellectuels de gauche qui partagent le rêve de Wolfowitz. Dans un livre à paraître sur le terrorisme et la gauche, il fait un lien entre la chute du Mur de Berlin, la Bosnie, le Kosovo, le 11 septembre et l'Irak. Pour lui, ce lien n'est pas représenté par George W. Bush, mais par Tony Blair, « leader du monde libre ».

Salman Rushdie, auteur des *Versets sataniques*, est représentatif d'un autre courant intellectuel. Comme son copain Christopher Hitchens, il croit que Saddam Hussein mérite d'être renversé par tous les moyens, pour sa longue oppression du peuple irakien. Mais il se méfie de l'axe Wolfowitz-Cheney-Rumsfeld, auquel il prête des intentions unilatérales.

« Seule une guerre de libération peut sembler légitime. Et ce n'est certainement pas la guerre que l'Amérique tente actuellement de défendre », a-t-il écrit en novembre dernier dans le quotidien français *Libération*.

Le chantage nord-coréen



MATHIEU PERRÉAULT

La Corée du Nord vient de relancer son programme nucléaire militaire,

pour protester contre les retards dans la livraison de centrales nucléaires civiles par la Corée du Sud, le Japon et les États-Unis. Le gouvernement américain, qui préférerait éviter de mener deux guerres en même temps, se fait plus conciliant avec Kim Jong-il, le président nord-coréen, qu'avec Saddam Hussein.

Depuis l'automne, la Corée du Nord brandit à nouveau la menace nucléaire. Le dernier régime stalinien de la planète a admis en septembre qu'il fabrique de l'uranium enrichi pouvant servir à une bombe, et en décembre a mis à la porte les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Kim Jong-il, le président nord-coréen, sait qu'il ne pourrait pas gagner une guerre contre la Corée du Sud et ses alliés américains, même avec l'arme nucléaire. Mais il sait aussi que ses ennemis ont beaucoup à perdre dans une guerre: Séoul serait probablement détruite, et des milliers de soldats américains mourraient.

De nombreux experts pensent que le « Cher Leader » — surnom officiel de M. Kim — parie que la menace nucléaire lui permettra une fois de plus de maintenir son pays à flot: l'agriculture et l'industrie nord-coréennes sont en banqueroute depuis une dizaine d'années. Le Programme alimentaire mondial a distribué depuis 1994 plus de deux millions de tonnes de céréales en Corée du Nord, et un consortium formé des États-Unis, du Japon et de la Corée du Sud a promis de construire deux usines électriques nucléaires d'un type qui ne pourrait pas être utilisé à des fins militaires.

Ce chantage — « donnez-nous des vivres et de l'électricité, ou nous fabriquerons des bombes nucléaires » — survient à un bien mauvais moment pour les États-Unis. Une guerre en Irak est plus que probable, et il serait difficile de convaincre les opinions publiques américaine et internationale qu'une guerre dans la péninsule coréenne est aussi nécessaire que le renversement de Saddam Hussein. Pour donner la réplique, le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, a affirmé la semaine dernière que les États-Unis étaient capables de gagner deux guerres en même temps.

« Les risques d'une agression américaine sont très bas à cause de l'Irak, estime un diplomate occidental joint à Pékin. Les Nord-Coréens veulent le respect des accords de 1994: une reconnaissance diplomatique par les États-Unis, un pacte de non-agression, deux réacteurs nucléaires et du fioul d'ici là. Ils parient que la reprise de leur programme nucléaire militaire leur permettra d'arriver à ce résultat. »

La situation est compliquée par le fait que le président George W. Bush a placé la Corée du Nord dans son « axe du mal », dont font partie l'Irak et l'Iran. « Les Nord-Coréens ont peur d'être la prochaine cible des États-Unis, après l'Irak », explique Erich Weingartner, professeur de l'Université York qui a vécu deux ans dans ce pays et y retourne fréquemment, la dernière fois en juillet. « Ils veulent des assurances maintenant, pendant que

la question irakienne n'est pas encore réglée. »

Bombes contre aide

La théorie du chantage est renforcée par le fait qu'en 1994, la Corée du Nord a suivi presque le même scénario: un viol patent de ses obligations envers l'AIEA, suivi d'un abandon de son programme nucléaire en échange d'une « rançon », deux réacteurs nucléaires d'une valeur de 4,6 milliards \$ US, et la livraison de fioul d'une valeur de 60 à 90 millions \$ US d'ici la livraison des deux réacteurs. Par la suite, la Corée du Nord a aussi demandé de l'aide humanitaire et en a obtenu pour 500 millions \$ US — de deux à trois millions de personnes sont tout de même mortes de faim entre 1994 et 1996.

Certains « faucons » aux États-Unis pensent que les livraisons de fioul et de céréales ne font que retarder les réformes en Corée du Nord, et que Kim Jong-il utilise sciemment l'épouvantail nucléaire pour prolonger la vie de son régime grâce à l'aide humanitaire. Le fait que la Corée du Nord soit une dynastie communiste (M. Kim est le fils du fondateur de la Corée du

ÉVÉNEMENT

Le Canadien Maurice Strong se trouve présentement en Corée du Nord pour tenter de dénouer la crise nucléaire pour le compte de l'ONU.

ENJEU

La Corée du Nord vient de chasser les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique qui surveillaient des laboratoires pouvant servir à fabriquer une bombe nucléaire.

AVENIR

Les États-Unis ont proposé de nouvelles discussions sur les réacteurs nucléaires civils qu'ils devaient financer, en vertu d'un accord de 1994 prévoyant l'arrêt des recherches nucléaires militaires nord-coréennes.

L'armée nord-coréenne	
	1 082 000 hommes, dont armée de terre : 950 000 réservistes : 4 700 000
	3500 chars T-62, T-59 et T-54/55, T-34
	10 400 pièces d'artillerie 10 000 missiles antiaériens
	1 ou 2 bombes nucléaires selon l'AIEA
	Environ 330 navires, 26 sous-marins
	621 avions de combat MiG-17, 21, 23, 29, H-5
	24 hélicoptères de combat, 250 de transport

Source: AFP

Nord, Kim il-Sung), un concept contre-nature s'il en est, renforce l'impression que son chef ne dédaigne pas les calculs pervers.

La Corée du Nord adore le flou. Le Programme alimentaire mondial estime que 60 % de ses habitants sont mal nourris, mais ne parvient pas à contrôler la distribution des céréales, à cause de l'obstruction des autorités. L'AIEA a depuis 1993 des doutes sur la quantité totale de combustible nucléaire produit en Corée du Nord. Et l'Organisation de développement énergétique de la péninsule coréenne (KEDO), chargée de la construction des deux réacteurs nucléaires civils, ignore les besoins réels de la population civile — et donc l'impact de la suspension des livraisons de fioul, à la mi-novembre.

Ce flou est aussi présent dans les accords de 1994, qui prévoient que l'AIEA ferait des inspections aux deux nouvelles centrales « quand

elles seraient substantiellement complétées ».

Missile et Ouzbeks

Les centrales, de 1000 et 2000 mégawatts, devaient être prêtes en 2003 et 2004. Elles ne pourront l'être qu'en 2008 et 2009. Des travaux d'un milliard \$ US ont été réalisés jusqu'à maintenant pour la préparation du site — allant des routes à l'eau potable.

Outre la question de l'AIEA, les retards sont attribuables à des difficultés de financement, qui n'ont été réglées qu'à la fin 1998 (la Corée du Sud paie 70 % des coûts), et à des provocations nord-coréennes: le lancement d'un missile par-dessus le Japon en 1997, l'envoi d'espions en mini sous-marins en Corée du Sud en 1998, et l'exigence que les salaires des 1500 ouvriers nord-coréens soient multipliés par 10, en 2000 (KEDO emploie maintenant des Ouzbeks).

Chez KEDO, on trouve visiblement que la Corée du Nord exagère. Le directeur des relations ex-

ternes publiques, Roland Tricot, a expliqué à *La Presse* que les Nord-Coréens veulent maintenant cinq fois plus de fioul qu'avant. « En 1994, ils avaient un réacteur de recherches de cinq mégawatts, un réacteur de 20 mégawatts auquel il manquait un ou deux ans de travaux, et deux autres réacteurs totalisant 250 mégawatts, auxquels il manquait quatre ans de travaux, dit M. Tricot, en entrevue de New York. Nous fournissons du fioul permettant de produire 275 mégawatts. Maintenant, les Nord-Coréens veulent que nous fournissions 1000 mégawatts en fioul en 2003, et 2000 à partir de 2004, pour compenser les retards dans les deux nouveaux réacteurs. »

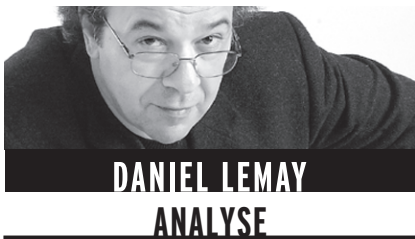
Le Canadien Maurice Strong, envoyé spécial de l'ONU en Corée du Nord, aura besoin de toute sa patience s'il veut trouver une issue au noeud gordien nucléaire. Au pays de Kim Jong-il, le chantage est presque une religion.



Photo AHN YOUNG-JOON, Associated Press ©

La Corée du Nord possède un inventaire de plus en plus impressionnant de missiles.

Les moyens et l'intention



DANIEL LEMAY
ANALYSE

LES ÉTATS-UNIS continuent d'envoyer troupes et armement dans le golfe Persique mais plusieurs, à Washington comme ailleurs, commencent à se demander si la mer du Japon ne s'avérerait pas dans les circonstances une destination plus judicieuse.

La grande question, cette semaine aux États-Unis, outre de comprendre pourquoi George W. Bush avait consenti des allègements fiscaux aux plus riches, était de savoir si Kim Jong-il, le dictateur nord-coréen, constitue une plus urgente menace que Saddam Hussein, son homologue de « l'axe du mal ».

Une menace, il est utile de le rappeler, se constitue de deux éléments conjugués: des moyens de causer dommage ou préjudice ET l'intention de les utiliser. Des moyens, militaires s'entend, la Corée du Nord en a de vastes et dangereux. D'abord une armée au cerveau bien lavé: 1,2 million d'hommes, la quatrième au monde en importance, qui dé-

filent au pas de l'oie, toutes têtes à droite vers le « Grand Leader ». Rien à voir avec les divisions mal bottées de l'Irak en qui Saddam Hussein lui-même n'a aucune confiance. Parmi les autres « actifs » conventionnels, la Corée du Nord compte 4,7 millions de réservistes, 3500 tanks, quelque 10 000 pièces d'artillerie, plus de 600 avions de combat, obsolètes pour la plupart, et 26 sous-marins. Une faiblesse: la marine de surface, quantité négligeable avec seulement trois bâtiments.

Dans la colonne « armes de destruction massive », Pyongyang aligne par ailleurs une terrifiante panoplie. Gaz moutarde, sarin et autres agents de haute nocivité dans la sous-catégorie chimique; bacille du charbon (anthrax), toxines botuliques et, croit-on, bactéries de la peste du côté biologique.

La menace n'atteint toutefois son paroxysme qu'avec l'arme nucléaire et c'est l'annonce de la réouverture d'une usine de fabrication de plutonium — et l'expulsion des inspecteurs de l'ONU — qui a provoqué cette crise que Washington a mis du temps à reconnaître comme telle, s'entendant à répéter que Saddam Hussein restait la cible n° 1 parce qu'il disposait d'armes de destruction massive. Que les inspecteurs n'ont pas encore trouvées, mais que Saddam pourrait passer à Al-Qaeda. Avec qui il n'a aucun lien prouvé...

Pendant ce temps, Pyongyang vend des

missiles à qui a les moyens de les acheter. Pourquoi les Scuds n'arriveraient-ils pas au Yémen — ou ailleurs — avec des agents chimiques que la Corée produirait au rythme de 450 tonnes par année? George W. Bush préfère rester concentré sur l'Irak où la victoire reste plus certaine et, sur papier, moins coûteuse.

En Corée du Nord, les options militaires américaines ne sont pas nombreuses. Contrairement à Saddam Hussein, Kim Jong-il dispose de moyens de « livraison » efficaces et connus, dont 600 missiles Scuds de type B et C qui peuvent porter une charge « utile » de 1000 kg partout en Corée du Sud où sont cantonnés 37 000 soldats américains, soit le même nombre qui sont morts pendant la guerre de Corée (1950-53). Washington doit aussi composer avec la montée des réactions anti-américaines partout dans le pays, mais surtout à Séoul, la capitale de la Corée du Sud, à moins de 50 km de la frontière avec le Nord.

Et penser à ses autres alliés de la région. Avec une portée de 1300 km, les Nodong nord-coréens peuvent atteindre certaines parties du Japon, l'ancien occupant abhorré par tous les Coréens, qu'ils soient du Nord ou du Sud. Et que les Américains, à aucun prix, ne voudraient voir se joindre au club nucléaire. Pas plus qu'ils ne voudraient porter atteinte, par leur propre action, aux puissants voisins de la Corée du Nord: la Chine

à l'ouest et la Russie au nord. Selon les experts, par ailleurs, le missile Taepo Dong-1, déjà testé, pourrait atteindre toutes les régions du Japon; en conception, le Taepo Dong-2 pourrait bientôt toucher l'Alaska et Hawaii et les Nord-Coréens auraient besoin d'encre 5 à 7 ans pour être capables d'envoyer une version allongée du même missile jusqu'au cœur des États-Unis. Une inconnue: ont-ils la capacité de produire une charge assez petite pour être transportée par un missile?

Tel père, tel fils

Quoi qu'il en soit, une conclusion s'impose: Kim a les moyens pour constituer une menace. Mais a-t-il l'intention de frapper? Washington ne peut prendre le risque de penser que non. On se rappellera que son père, Kim Il Sung, aussi le « père » de la Corée du Nord, avait envahi le Sud sans avertissement en 1950. Et que le fils, il l'a prouvé, tient du bonhomme en imprévisibilité. Mais on le sait aussi aimer la vie, le vin et le cinéma; même qu'il se serait constitué un petit pécule de 4 milliards de dollars en Suisse. Au cas où... Entre-temps, toutefois, il roule les mécaniques et oblige George W. Bush à revoir ses priorités en lui rappelant que « la guerre ne connaît pas de pitié ».

Sources: Institut international d'études stratégiques, *Washington Post*, *Jane's Military*, *Time Magazine*, *Le Monde*.



Photo JOSE MIGUEL GOMEZ, Reuters - NEWS.COM ©

Un dimanche comme les autres à la prison colombienne de la Modelo. Un enfant visite son père, détenu dans cette prison surpeuplée de Bogota. Des tentes sont érigées dans la cour de la prison pour offrir aux prisonniers un moment d'intimité avec leur femme et les autres membres de leur famille.

Dans l'enfer autogéré de la Modelo



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale

LA PRESSE À PARIS

hebdomadaire pour chaque détenu. On y trouve des restaurants de qualité, des prostituées, des téléphones cellulaires et de la drogue à volonté. Et des tueurs à gages. Alain Juen, détenu pendant 17 mois, y a dénombré 300 assassinats: querelles qui dégèrent, dépeçages de violeurs ou d'indics, batailles rangées entre clans rivaux. La vie quotidienne à la Modelo.

À 47 ans, Alain Juen a l'air d'en avoir 10 de moins. Taille moyenne, mince, très brun et le visage fin, il ressemble à l'image que les étrangers se font du vrai petit Français, intelligent et plutôt bien élevé. En fait, c'est un délinquant de longue date — « trafic de dope et escroquerie », précise-t-il sobrement — et qui a passé pas mal de temps derrière les barreaux: première condamnation à 22 ans, la dernière en date en 2001. On ne sait pas exactement s'il faut le croire lorsqu'il vous déclare avec le sourire: « Je suis plutôt retiré des affaires et tenté par l'écriture. Mais, pour ce que j'ai fait, j'assume. »

Si l'on parle de lui aujourd'hui, c'est parce que, profitant de cette dernière année de tranquillité à la prison de Fleury Mérogis, il vient d'écrire un témoignage sur les 17 mois passés en 1998-1999 dans l'enfer — très particulier — de la Modelo, sorte de ville carcérale « autogérée » de Bogota, où vivent 5000 détenus. Et d'où Alain Juen a fini par s'évader, en décembre 1999, après cinq tentatives ratées, en « achetant » auprès de l'administration une permission de sortie: à son retour à Paris avec de faux papiers, via le Venezuela et Amsterdam, il avait donc une petite dette de « d'honneur » de 30 000 dollars, pour laquelle un ami de la Modelo s'était porté garant. Sur sa vie. « C'est comme ça à la Modelo, dit Juen: tout s'achète et se vend, mais il faut respecter la parole donnée. »

Entré à l'été de 1998 — un deal de 4,9 kg de coke qui tourne mal à l'aéroport de Bogota — et en est ressorti le 31 décembre 1999. Sans dommage majeur: pendant ces 17 mois, il a plutôt bien vécu, mangé de bons petits plats, passé ses journées au téléphone avec ses amis en France. « J'ai eu de la chance, dit-il aujourd'hui: je n'ai jamais subi de violence, je n'ai pas été racketté.

La prison de Bogota abrite une ville de 5000 détenus entièrement gérée par les mafias, qui prélèvent un « loyer »

Alors que les violeurs sont découpés vivants ou que certains « riches » sont séquestrés à l'intérieur même de la prison, en attendant que leur famille paie une rançon. C'est une question de chance. Mais aussi de bon sens: à la Modelo, il ne faut pas se tromper sur les règles du jeu... et ne jamais manquer de respect à ceux qui portent des armes. »

Une prison gardée par des détenus armés

Car la petite particularité de la Modelo, c'est que l'ordre est assuré par les détenus eux-mêmes. Ou plutôt, par ce qu'on appelle la « Casa », c'est-à-dire les grandes organisations criminelles. « Les gardiens sont à l'extérieur des bâtiments et dans les miradors, sauf quelquefois dans l'année pour une *contada* — l'appel des détenus. À l'intérieur, ce sont quelque 150 gardes armés de la Casa qui font la police. Et qui ont droit de vie ou de mort sur les détenus ordinaires. »

Juen me montre un plan de la prison: « Il y a cinq grands bâtiments fermés: les 1 et 2 sont gérés par les FARC, c'est-à-dire la guérilla. Les 3, 4 et 5, par les paramilitaires d'extrême droite ou les narco-trafiquants. Chaque bâtiment est hermétiquement fermé, et on doit demander le passage aux gardes armés pour passer de l'un à l'autre. Exception faite pour le Quartier de haute sécurité (QHS), une sorte de nid d'aigle au milieu de la prison, qui est réservé aux grands chefs: les frères Rodriguez du cartel de Cali, un garde du corps de Pablo Escobar... À l'intérieur du QHS, avec leurs gardes du corps, les caïds sont effectivement en sécurité totale. Tous les jours, on voit arriver chez eux les meilleurs traiteurs de Bogota. Ou alors des call-girls de luxe, d'une beauté incroyable, à 1000 \$ la journée... »

« D'un certain côté, explique Alain Juen en fin connaisseur, la



Alain Juen, 47 ans, a passé 17 mois à la Modelo en 1998-99. Dans la dernière année, il a profité de son dernier séjour à la prison française de Fleury Mérogis pour coucher sur papier les souvenirs de son passage dans cette prison particulière.

vie à la Modelo est fort conviviale. À condition d'avoir de l'argent. » Qui dit prison autogérée dit contribution à la caisse commune. Même les *desechables* (les « jetables »), qui mangent les restes des autres et dorment sur des cartons dans la cour, doivent payer une fois par semaine l'obligatoire loyer de trois dollars, sous peine d'être battus ou pire. Mais, comme tout se paye — les joints, la coke, la nourriture de qualité, une cellule en solo ou à deux —, le tarif mensuel est beaucoup plus élevé. « Disons qu'avec 500 \$ par mois, on vit très bien », estime Juen.

Lui-même a plutôt bien vécu pendant ses 17 mois. « À la Modelo, les cellules sont ouvertes: ce sont les occupants qui les ferment à clef, la nuit, par sécurité. Même si j'étais dans le bâtiment 5 — moins bien que le 3, celui des « notables » —, j'ai toujours conservé une

cellule à deux. Un luxe monnayable, bien sûr. » Avec quelques centaines de dollars, il pouvait se payer des cafés au bistrot, d'excellentes bouffes dans l'un des restaurants du patio. L'usage — illimité — d'un cellulaire (volé) pour la France lui revenait à 20 \$ par semaine.

« Dans le secteur où j'étais, j'avais compté une trentaine de commerces différents: cafés, restaurants, boulangerie, nettoyage des vêtements... Il y a un casino où l'on joue à la roulette. On fait des parties de cartes. J'ai gagné un jour à la loterie 20 grammes de

coke. Une fois j'ai moi-même organisé une loterie, où le gagnant avait table ouverte dans un restaurant pendant une semaine... » Entre deux coups de téléphone dans le monde entier, Juen regarde les nouvelles françaises... sur TV5. Le dimanche — jour des femmes, alors que la population double d'un seul coup — il reçoit sa petite amie, comme les autres détenus.

Le seul « inconvénient » de ce système, c'est la mort, omniprésente. « En 17 mois, j'ai dénombré quelque 300 morts — mon compagnon de cellule Guillermo travaillait à l'infirmerie. Les types armés peuvent vous tuer pour un oui ou pour un non: parce que un *desechable* a été trop insistant, parce qu'un tel lui a manqué de respect. Il y a les exécutions en bonne et due forme: un violeur qui arrive à la Modelo est d'avance condamné à être découpé vivant. Un « donneur » également. Le meurtrier d'un leader syndical a été assassiné le jour même de son arrivée. Mon voisin Chiquitin, un paramilitaire, condamné à 50 ans de prison, a été descendu dans ma cellule, parce qu'on le soupçonnait de vouloir prendre le pouvoir. Cela fait une routine de quatre ou cinq morts dans la semaine. Et puis il y a des batailles rangées entre clans rivaux: un jour il y a eu 17 morts dans la journée... »

Gentlemen's agreement

Question un peu naïve: comment se fait-il que les autorités colombiennes tolèrent une telle situation ?

Réponse de Juen: « Parce que, de toute façon, avec 5000 pensionnaires et la corruption généralisée, la prison de la Modelo serait ingérable. Alors il y a un *gentlemen's agreement* avec l'administration: elle laisse entrer les armes et la Casa gérer la prison. En échange de quoi, les porte-lingues de la Casa n'utilisent jamais leurs armes contre les gardiens (il y a eu en tout un gardien blessé — par accident — en 17 mois). Ni pour s'évader. Les candidats à l'évasion creusent des tunnels, ou profitent des visites du week-end pour s'échapper, ou corrompent l'administration. Mais jamais ils ne se servent de leurs calibres. »

« C'est une sorte d'équilibre de la terreur. De gros bonnets de la drogue acceptent de se laisser « enfermer » pour quelques années — dans des cellules de grand luxe, où ils mènent un train de vie somptuaire et continuent de diriger leurs affaires. Ça arrange le gouvernement colombien face à son opinion publique... et aux Américains. Bien sûr, on ferme les yeux sur les assassinats, et jamais l'administration n'avertit les familles. C'est un système. D'ailleurs, il y a quelques années, lorsque le gouvernement a fait mine de reprendre le contrôle de la Modelo, il y a eu 20 morts de chaque côté! Match nul! Et, au Pérou, lorsque les autorités avaient tenté de reprendre en main une prison du même genre, il y avait eu 500 morts! Un bain de sang que le gouvernement de Bogota ne peut se permettre. Alors on s'en tient aux bonnes vieilles habitudes: un arrangement à la colombienne, en somme. »

LA MODELO, Alain Juen, 286 pages. Éditions Robert Laffont, 2002.

Pénalité pour John Manley



JOËL-DENIS BELLAVANCE

Le ministre des Finances, John Manley, a dû essuyer les tirs nourris de l'opposition et de ses propres collègues, cette semaine, après que les médias eurent révélé qu'il était intervenu auprès du président de la banque CIBC pour sauver les Sénateurs d'Ottawa, une équipe de hockey de la Ligue nationale de hockey qui appartient à un militant libéral. M. Manley n'en est pas à ses premières bourdes, mais ses partisans estiment que c'est parce que le vice-premier ministre, qui aspire à remplacer Jean Chrétien à la tête du PLC, ose encore se risquer dans les coins de patinoire. Notre correspondant à Ottawa explique.

Pour la deuxième fois en trois ans, le ministre des Finances, John Manley, a chaussé ses patins afin de se porter à la défense des Sénateurs d'Ottawa, l'équipe de hockey de la capitale nationale qui trône au sommet du classement de la LNH mais qui nage dans une mer de dettes de 350 millions de dollars.

Et pour la deuxième fois de suite, le ministre a oublié de bien attacher ses lacets avant de s'engager sur la glace, de sorte qu'il a trébuché avant même de toucher à la rondelle.

Les partis d'opposition et au moins un député libéral réclament qu'il soit maintenant expulsé de l'équipe du Conseil des ministres à cause de cette faute, qu'ils jugent impardonnable.

L'arbitre en chef, le conseiller en éthique Howard Wilson, entend faire enquête sur cette affaire après avoir reçu une demande écrite en ce sens de l'Alliance canadienne cette semaine.

À la suite de cet impair, certains députés libéraux s'interrogent sur le jugement politique du ministre, un des principaux candidats à la succession de Jean Chrétien, au moment même où la course à la direction du parti commence à se mettre branle.

À moins d'un revirement de taille, M. Manley entend lancer sa campagne au leadership quelques semaines après avoir déposé son tout premier budget comme ministre des Finances, le mois prochain.

Mais les partisans de Paul Martin, le meneur incontesté dans la course, se frottent les mains de voir leur principal adversaire trébucher de la sorte sans avoir à faire quoi que ce soit.

« Nous croyons faire une bonne campagne, mais nos adversaires nous donnent tellement de chances qu'on va finir par triompher sans gloire », a déclaré cette semaine un proche de Paul Martin.

M. Manley se retrouve dans l'embarras depuis qu'il est intervenu auprès du président de la banque CIBC, un des principaux créanciers des Sénateurs d'Ottawa, à la fin du mois dernier, afin de s'assurer qu'un plan de sauvetage financier pour l'équipe de hockey voie le jour.

L'Alliance canadienne et le Parti conservateur soutiennent sans ambages que M. Manley s'est placé dans une situation de conflit d'intérêts en téléphonant au banquier John Hunkin — à la demande du propriétaire des Sénateurs, Rod Bryden, un partisan libéral de longue date bien connu dans la région de la capitale — puisqu'il devra éventuellement se prononcer sur tout projet de fusions soumis par les grandes banques canadiennes, dont la CIBC.

L'appel du ministre n'a finalement pas permis d'éviter que le plan de sauvetage financier des Sénateurs échoue puisque la transaction, qui mettait notamment aux prises les créanciers tels que la CIBC et une banque américaine, la FleetBoston, n'a pas été conclue dans les délais prescrits, soit le 31 décembre. L'équipe de hockey s'est placée hier sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers.

Loin d'être une première

Ce n'était pas la première fois que M. Manley mettait les pieds dans le plat à cause des Sénateurs. Il y a trois ans, le ministre, qui était titulaire de l'Industrie à l'époque, avait soulevé l'ire des contribuables en présentant un plan d'aide financière aux équipes canadiennes de hockey. Devant le tollé, M. Manley avait été contraint de faire marche arrière moins de 48 heures plus tard.

M. Manley s'est défendu cette semaine d'avoir enfreint quelque règle que ce soit en discutant du plan de sauvetage financier des Sénateurs avec le président d'une grande banque canadienne. Il a soutenu qu'il ne faisait que défendre les intérêts de ses électeurs, qui souhaitent garder leur équipe de hockey à Ottawa.

Les principaux organisateurs de la campagne au leadership de M. Manley s'employaient aussi à minimiser l'ampleur de cette controverse, estimant que cela ne

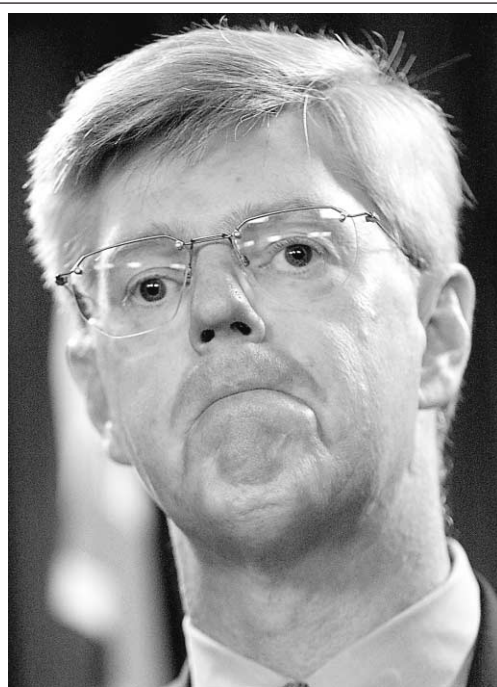


Photo Presse Canadienne ©

John Manley n'en est pas à sa première bourde rattachée aux Sénateurs d'Ottawa alors qu'il avait dû faire marche arrière en janvier 2000, sur une éventuelle aide gouvernementales aux équipes de hockey canadiennes de la LNH. C'est à cette occasion que le député d'Ottawa-Sud avait présenté ce visage contrit aux membres des médias.

modifiera pas sa décision de leur poulain de se lancer dans la course.

Ils soulignent que l'une de ses grandes qualités est de dire ce qu'il pense sans esquiver les questions les plus pointues, contrairement à l'ex-ministre des Finances Paul Martin.

« M. Manley est comme cela. Il dit ce qu'il pense. Il fait ce qu'il pense. Quand tu as un caractère comme cela, tu risques à un moment donné d'être perçu comme quelqu'un qui a un mauvais jugement.

Mais en réalité, c'est l'une de ses grandes qualités », soutient un organisateur du ministre, qui a demandé l'anonymat.

« C'est comme un chanteur. Ses chansons ne sont peut-être pas toutes bonnes, mais au moins il sait chanter, tandis que l'autre est dans sa douche et il se plaint qu'il ne peut pas être chanteur. Paul Martin ne peut pas être aux prises avec ce genre de choses parce qu'il ne dit rien », ajoute cet organisateur.

En octobre dernier, M. Manley, qui est vice-premier ministre, a aussi provoqué une controverse lorsqu'il a déclaré quelques jours avant l'arrivée au pays de la reine Élisabeth II que le Canada devrait se débarrasser de la monarchie une fois que la souveraine britannique aura terminé son règne.

Le même jour, M. Manley s'est également attiré les foudres du gouvernement du Québec en affirmant que ce dernier devrait fermer ses délégations à l'étranger s'il voulait investir davantage dans la santé au lieu de dénoncer le déséquilibre fiscal entre Ottawa et les provinces, un mythe selon lui.

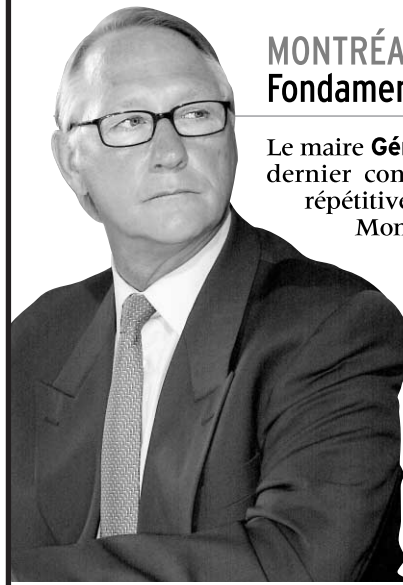
Malgré ces bourdes, M. Manley jouit d'une bonne réputation dans son parti, d'autant plus qu'il s'est démarqué lors des attentats terroristes du 11 septembre en tant que ministre des Affaires étrangères, au point d'être nommé personnalité canadienne de l'année par le magazine *Time*.

Mais des députés libéraux s'interrogent à voix haute à savoir si M. Manley a l'étoffe pour diriger un gouvernement. « Il a manqué de jugement dans cette affaire et ce n'est pas la première fois que cela arrive. Mais au moins, ses gaffes ne nous coûtent pas une fortune comme celles d'Allan Rock », a lancé un député qui appuie la candidature de Paul Martin, en faisant allusion au rôle du ministre Rock dans la création du registre national des armes à feu, qui coûtera aux contribuables un milliard de dollars d'ici 2005, soit 500 fois plus que prévu.

Le même jour, en octobre dernier, M. Manley a provoqué deux controverses dans le Canada en attaquant la monarchie britannique et la nécessité des délégations du Québec à l'étranger.

DES OH! ET DES BAH!

La rubrique qui voit et entend tout



MONTRÉAL
Fondamental!

Le maire **Gérald Tremblay** y est allé de toute une envolée oratoire lors du dernier conseil municipal, en décembre. Excédé par les questions répétitives des citoyens concernant le budget du Conseil des arts de Montréal, qu'on voudrait voir hausser à 10 millions comme il l'a promis en campagne électorale, il y est allé d'un cours de politique 101. « À l'impossible nul n'est tenu, a-t-il lancé d'une voix éraillée par la grippe. Aider les créateurs, c'est fondamental pour notre société. Intégrer les communautés culturelles, c'est fondamental. Les jeunes, c'est fondamental. Les personnes qui ont besoin de soutien, c'est fondamental. La gestion de l'eau, c'est fondamental. Le respect des espaces verts, c'est fondamental. Les espaces bleus, c'est important. L'habitation, c'est important. Le développement urbain, c'est important. La sécurité, c'est important. Le développement économique, les parcs, les sports, les loisirs, nos 29 000 employés, c'est important. » Tout le monde a bien compris?

PARIS Monsieur Blanc trouble le jeu politique

Une forte personnalité vient de faire son entrée au Parlement français, à l'occasion d'une élection partielle en région parisienne. **Christian Blanc**, 61 ans, qui fut conseiller du socialiste Michel Rocard à la fin des années 80, puis flamboyant patron d'Air France alors en pleine crise, a été élu le mois dernier en tant qu'indépendant, avec le soutien des centristes qui jouent les dissidents vis-à-vis de la majorité gouvernementale. Carrure d'athlète, allure de playboy, amateur de havanes, Christian Blanc s'était fait remarquer en 1988 en imposant une solution au délicat conflit entre Blancs et Kanaks en Nouvelle-Calédonie. Président du métro parisien, il avait mis les pieds dans le plat en proposant un service minimum en cas de grève. Jugé par certains incontrôlable ou mégalo — il avait envisagé de se présenter à la présidence en avril 2002 — Christian Blanc n'est certes pas entré en politique pour faire de la figuration. D'ailleurs, son élection s'est faite en dépit des efforts du chef de la majorité gouvernementale Alain Juppé, qui s'était personnellement engagé dans cette élection partielle pour barrer la route à ce centriste qui ressemble surtout à un nouvel «électron libre» de la politique française.

WASHINGTON Café noir et blanc



Un café-libraire de Washington très apprécié des conseillers et analystes politiques souligne à sa façon la récente démission du leader républicain au Sénat, **Trent Lott**, après la vive controverse provoquée par ses propos louangeurs envers le sénateur

Strom Thurmond et sa campagne présidentielle de 1948 qui mettait de l'avant un programme de ségrégation raciale. Chez Kramerbooks & Afterwords Cafe, situé en plein quartier Dupont Circle de la capitale américaine, on peut désormais commander pour 3,25\$ un nouveau café baptisé le «Trent Lott». Sa particularité : il est servi dans deux gobelets dont l'un contient une bonne dose de café noir et l'autre une quantité égale de lait réchauffé à la vapeur. On laisse à chaque client le soin d'intégrer les deux «couleurs» dans l'un ou l'autre des gobelets, selon son goût...

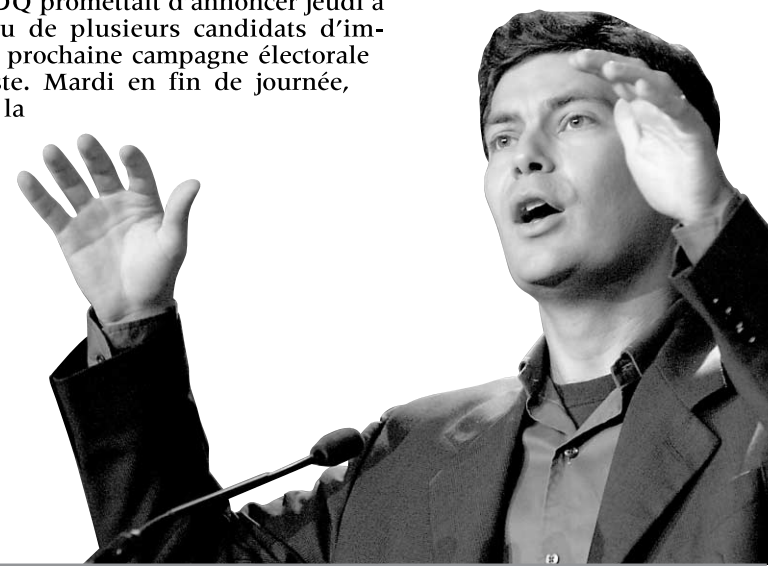
OTTAWA Un député bloquiste studieux



Le député du Bloc québécois **Réal Ménard** a décidé de retourner sur les bancs d'école. Depuis 1999, le député d'Hochelaga-Maisonneuve à la Chambre des communes suit des cours de droit à l'Université d'Ottawa à raison de deux cours par trimestre tôt le matin ou tard le soir. «C'est très utile parce que quand vous êtes un député, votre matière première, c'est la loi. Je ne dis pas qu'il faut absolument avoir des connaissances juridiques pour être un bon député, mais cela m'aide dans mon esprit d'analyse et cela me permet d'être beaucoup plus consciencieux dans l'étude en comité», a dit M. Ménard. Le député a complété près de la moitié de sa licence jusqu'ici. Malgré ses efforts, il n'a pas l'intention de pratiquer le droit plus tard, la politique étant sa passion.

QUÉBEC Mario météorologue

En début de semaine, l'ADQ promettait d'annoncer jeudi à Montréal le nom d'un ou de plusieurs candidats d'importance qui vont faire la prochaine campagne électorale sous la bannière adéquate. Mardi en fin de journée, l'ADQ faisait savoir que la possibilité de «mauvaises conditions météorologiques» les obligeait à reporter cette annonce qui devait lancer le calendrier électoral adéquate. Jeudi midi, le temps était toujours au beau soleil à Montréal et à Québec. **Mario Dumont** devrait sans doute changer de météorologue!



ILS, ELLES ONT DIT...

«Il est impatient et susceptible ; il tient parfois des propos acérés, voire dogmatiques ; il est peu curieux, donc mal informé et probablement plus conventionnel dans ses idées qu'un dirigeant devrait l'être. Mais ses défauts sont contrebalancés par ses qualités : décence, honnêteté, droiture, courage et ténacité.»

Extrait de *The Right Man : The Surprise Presidency of George W. Bush* (Random House) du Canadien David Frum, qui a contribué à la rédaction des discours du président des États-Unis de janvier 2001 à février 2002. On doit à l'ancien journaliste du *National Post* l'expression «axe du mal» utilisée l'an dernier pour désigner l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord.

«Le problème qu'ont les gens avec les États-Unis n'est pas qu'ils s'opposent à eux à propos des armes de destruction massive ou du terrorisme international. Ils écoutent les États-Unis sur ces enjeux et peuvent bien être d'accord avec eux, mais ils veulent que les États-Unis les écoutent en retour.»

Tony Blair, qui répondait cette semaine à ceux qui l'accusent d'être le «caniche» du président Bush.

Collaboration : Joël-Denis Bellavance, Karim Benessaïeh, Mario Cloutier, Isabelle Hachey, Richard Héту, Louis-Bernard Robitaille, Martin Vallières

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS



APPEL DE PROPOSITIONS N° 02-555

SERVICE DE TRANSPORT PAR AUTOBUS POUR LA CLIENTÈLE TOURISTIQUE, D'AFFAIRES ET DE CONGRÈS DU CASINO DE MONTRÉAL

CLÔTURE : 4 FÉVRIER 2003
11 H, HEURE LOCALE

La Société des casinos du Québec inc., filiale de Loto-Québec, désire recevoir des offres relativement à un service de transport par autobus, d'une part, pour la clientèle touristique (mandat n° 1) et d'autre part, pour la clientèle d'affaires et de congrès (mandat n° 2) du Casino de Montréal.

Les fournisseurs peuvent obtenir l'information sur l'appel de propositions en visitant le site Internet de l'entreprise :

www.loto-quebec.com

ou en se présentant à :

Direction de l'approvisionnement de Loto-Québec
500, rue Sherbrooke Ouest, 18^e étage
Montréal (Québec) H3A 3G6

Du lundi au vendredi entre 9 h et 12 h et entre 13 h 30 et 16 h

Émis le 11 janvier 2003



APPEL DE PROPOSITIONS N° 02-552

PROGICIEL POUR LA GESTION DES ASSIGNATIONS DANS LES TROIS (3) CASINOS DE LA SOCIÉTÉ DES CASINOS DU QUÉBEC INC.

CLÔTURE : 7 FÉVRIER 2003,
11 H, HEURE LOCALE

Casiloc inc., filiale de Loto-Québec, désire recevoir des offres relativement à l'acquisition d'un progiciel éprouvé pour la gestion des assignations des casinos de Montréal, de Charlevoix et du Lac-Leamy, à son installation ainsi qu'aux services de support et d'entretien.

Les fournisseurs peuvent obtenir l'information sur l'appel de propositions en visitant le site Internet de l'entreprise :

www.loto-quebec.com

ou en se présentant à :

Direction de l'approvisionnement de Loto-Québec
500, rue Sherbrooke Ouest, 18^e étage
Montréal (Québec) H3A 3G6

Du lundi au vendredi entre 9 h et 12 h et entre 13 h 30 et 16 h

Émis le 11 janvier 2003



Avis public

Avis est donné qu'à compter du 61^{ème} jour suivant les présentes, la Taxe sur les produits et services (TPS) et la Taxe de vente du Québec (TVQ) seront perçues en sus des Frais d'améliorations aéroportuaires (FAA) de 15 \$ en vigueur aux aéroports internationaux de Montréal-Dorval et Montréal-Mirabel.

Ce changement résulte de la décision d'Aéroports de Montréal d'inclure les FAA aux billets d'avions pour les vols effectués à compter du 31 mars 2003, décision qui vise au premier chef l'amélioration de la satisfaction de la clientèle des aéroports et qui est conforme au mode de perception en vigueur dans la majorité des grands aéroports canadiens.

M^{re} Marie-Christine Blain
Secrétaire



Les Centres jeunesse
Chaudière-Appalaches

APPEL D'OFFRES N° S-432

SERVICE DE TRANSPORT, SURVEILLANCE, ACCOMPAGNEMENT, GARDE D'USAGERS SÉCURITÉ ET PRÉVENTION

Les Centres Jeunesse Chaudière-Appalaches demandent des offres de service de transport, surveillance, accompagnement, garde d'usagers, sécurité et prévention, pour la région Chaudière-Appalaches.

L'appel d'offres vise à conclure une entente qui s'étendra du 1^{er} avril 2003 au 31 mars 2006 comprenant environ 30 000 heures par année en service de transport, surveillance, accompagnement, garde d'usagers, sécurité et prévention, l'agence fournira deux (2) véhicules adaptés aux exigences pour parcourir environ 100 000 kilomètres par année pour le transport des usagers.

INFORMATIONS

Les documents d'appel d'offres seront disponibles du 13 janvier 2003 au 15 janvier 2003 entre 9 h et 12 h et entre 13 h 30 et 16 h à l'adresse suivante :

LES CENTRES JEUNESSE CHAUDIÈRE-APPALACHES
100, Mgr Bourget, bureau 300, Lévis G6V 2Y9

Francine Plante - Tél.: (418) 837-1930, poste 214

DÉPÔT D'OBTENTION DES DOCUMENTS

Un montant de 25\$ toutes taxes incluses, non remboursable, sera exigé pour l'obtention des documents d'appel d'offres. Le paiement sera fait sous forme d'argent comptant, de chèque certifié ou mandat poste à l'ordre des Centres jeunesse Chaudière-Appalaches.

RÉUNION D'INFORMATION

Une réunion d'information, en présence de représentants des Centres jeunesse Chaudière-Appalaches est prévue à 14 h heures le 22 janvier 2003, au 100 Mgr Bourget, salle 232, Lévis. Seules les entreprises qui ont demandé en leur propre nom, une copie des documents d'appel d'offres sont admises à cette réunion.

CLÔTURE DES APPELS D'OFFRES DE SERVICE

Les offres de service seront reçues aux Centres jeunesse Chaudière-Appalaches 100, Mgr Bourget, Lévis, **jusqu'au 14 février 2003, 13 h 30**. L'ouverture des soumissions se fera immédiatement après la clôture des offres en présence des entreprises soumissionnaires seulement.

REMARQUES

Seules les entreprises qui ont leur siège social et leur principale place d'affaires dans la province de Québec et qui détiennent un permis d'agence de sécurité sont admises à déposer une offre de service.

Les offres devront être accompagnées d'un bon de cautionnement de soumission ou d'un dépôt de soumission d'une valeur de 25 000 \$.

Les Centres Jeunesse Chaudière-Appalaches ne s'engagent à accepter ni la plus basse ni aucune des offres reçues.

Bruno Courchesne
Directeur des ressources financières, matérielles et informationnelles



APPEL D'OFFRES

PROJET : MAISON CHRIST-ROI, RÉAMÉNAGEMENT, PHASE 2
250, RUE CHRIST-ROI, CHÂTEAUGAY (QC)

PROPRIÉTAIRE : Centre Montérégien de Réadaptation (CMR)
5300, CHEMIN CHAMBLAY, ST-HUBERT (QC) J3Y 3N7
TÉLÉPHONE : (450) 676-7447

ARCHITECTURE : LECLERC + ASSOCIÉS ARCHITECTES
5610, AVENUE AUTEUIL, BROSSARD (QC) J4Z 1M4
TÉLÉPHONE : (450) 445-8733

INGÉNIEURS : RBI EXPERTS-CONSEILS
109, RUE RICHELIEU, BUR. 100
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU (QC) J3B 6X2
TÉLÉPHONE : (450) 347-7888

DOCUMENTS : Au bureau de l'architecte, à compter du 13 janvier 2003, sur appel téléphonique, contre un dépôt non-remboursable de cinquante dollars (50,00 \$), argent comptant ou chèque à l'ordre du propriétaire

CAUTIONNEMENT : Chèque visé ou cautionnement de soumission au montant de quarante-cinq mille dollars (45 000,00 \$), valide pour 45 jours.

VISITE DES LIEUX : Le 20 janvier 2003, à 8 h 30.

DÉPÔT DES SOUMISSIONS : Le 3 février 2003, à 15 h 00 au Centre Montérégien de Réadaptation.

Cet appel d'offres représente un abrégé des textes officiels inclus dans les documents remis aux soumissionnaires.

Stéphane Tétrault
Directeur des services administratifs
Centre Montérégien de Réadaptation (CMR)



LES CLSC ET CHSLD DE LA MRC DE L'ISLET APPEL D'OFFRES PUBLIC

CHSLD DE SAINT-EUGÈNE SAINT-EUGÈNE DE L'ISLET

Les CLSC et CHSLD de la MRC de L'Islet, propriétaire, ayant leur siège au 430, rue Jean-Leclerc, Saint-Jean-Port-Joli (Québec) G0R 3G0, demandent des soumissions pour la construction du réseau de gicleurs au CHSLD de Saint-Eugène.

Les documents contractuels pourront être obtenus chez :

Pierre Giguère Consultants Inc.
588, route Bégin, bureau 200
Saint-Anselme (Québec) G0R 2N0
Tél. : (418) 885-9671

contre un chèque visé non remboursable de 50 \$ émis à l'ordre du propriétaire.

Les soumissions devront être accompagnées soit d'un cautionnement de soumission délivré par une institution financière et établi au montant de 10 000 \$ valide pour une période de quarante-cinq (45) jours de la date d'ouverture des soumissions, soit d'un chèque visé au montant de 5 000 \$ fait à l'ordre du propriétaire, soit d'obligations conventionnelles au porteur émises ou garanties par les gouvernements du Québec ou du Canada dont la valeur nominale est de 5 000 \$.

Les soumissions seront reçues à l'endroit suivant :

Les CLSC et CHSLD de la MRC de L'Islet
430, rue Jean-Leclerc
Saint-Jean-Port-Joli (Québec) G0R 3G0
Tél. : (418) 598-3355, poste 101

le 27 janvier 2003 à 14 h, heure locale en vigueur, pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

Seuls sont admis à soumissionner les entrepreneurs ayant leur place d'affaires au Québec, en Ontario ou au Nouveau-Brunswick et détenant la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment.

Les entrepreneurs soumissionnaires sont responsables du choix des sous-traitants, tant pour leur solvabilité que pour le contenu de leur soumission, et doivent les informer des conditions qu'ils entendent leur imposer et s'assurer qu'ils détiennent les permis et licences requis.

Le propriétaire ne s'engage pas à accepter la plus basse ou quel que autre des soumissions reçues.

Jacques Auger
Représentant du propriétaire désigné

Avis de qualité

Le Curateur public du Québec

Conformément aux dispositions de l'article 32 de la Loi sur le curateur public et de l'article 699 du Code civil du Québec, le curateur public donne avis qu'il est administrateur provisoire des biens délaissés ou liquidateur des successions non réclamées pour les personnes ci-dessous mentionnées :

1- Successions non réclamées :

Nom	Domicile	Date du décès
BEAUDIN, Gilles	3875, rue Saint-Laurent, Jonquière	2002-05-30
BÉRUBÉ, Dianna	521, rue Saint-Joseph, Saint-Lin-des-Laurentides	2002-07-09
BILODEAU, Julie	500, boulevard Balmoral, La Prairie	2002-04-09
BOUTHILLETTE HOULE, Blanche	1051, rue Saint-Hubert, Montréal	2001-12-06
BRIÈRE, Maurice	248, rue de Courcelle, Montréal	2002-02-04
BROUSSEAU, François	1052, rue Côté, Bellefeuille	2002-09-08
CARBONNEAU, Marc-Henri	110, rue de la Barre, Longueuil	2001-04-08
CARDIN, Raoul	5975, place l'Authion, app. 523, Montréal	2002-05-10
CHARETTE, Emilia	2601, rue de la Canardière, Beauport	2002-01-13
CHARTRAND, Maurice	18, rue Champlain, app. 4, Gatineau	2002-02-12
DELORME, Cécile	2810, rue Saint-Charles, Montréal	2002-10-08
FECTEAU, Claude	11776, rue Ranger, app. 20, Montréal	2002-04-11
GAGNON, Laurent	715, rue Bousquet, app. 204, Drummondville	2002-09-17
GARNEAU, Léopold	43, rue Iberville, app. 12, Rivière-du-Loup	2002-08-21
GILBERT, Rock	29, rue Blainville Ouest, app. 12, Sainte-Thérèse	2002-07-31
GOYETTE, Hélène	293, rue Principale, Lachute	2001-12-12
GRAVEL, Gabrielle	6850, boulevard Gouin Est, Montréal-Nord	2000-05-17
GRENIER, Yves	372, 4 ^e Avenue, Québec	2002-01-07
HANSON, John	305, boulevard des Anciens-Combattants, Sainte-Anne-de-Bellevue	1999-02-18
JUTEAU, Marcel	105, rue Yanick, Lafontaine	2002-05-25
LÉPINE, Lise	5243, rue Cartier, Montréal	2002-10-16
MARTIAL, Juliette	1870, boulevard Pie IX, Montréal	2002-06-03
MORIN, Luc	237, chemin Saint-Dominique, Saint-Hyacinthe	2001-06-22
RACINE, Antonio	1250, chemin Sainte-Foy, Québec	2001-11-25
SÉNCARTIER, Louiseette	5839, avenue Christophe-Colomb, Montréal	2002-04-17
SÉGUIN, Vincent	17, rue Roy, Coteau-du-Lac	2002-09-11
SCHUM SCHUN HAMILTON, Elsie	5155, rue Sainte-Catherine Est, Montréal	2001-04-01
SIROIS, Lyse (Lise)	32, rue des Épinettes, Matane	2002-06-14
ST-ARNEAULT, Roger	477, rue Saint-Thomas, app. 209, Joliette	2002-11-07
TAYLOR, Harriet	6565, chemin Hudson, Montréal	2002-09-10
TERRIAH (NEWELL), Béatrice	5584, rue Basile Patenaude, app. 8, Montréal	2002-07-04
TESSIER, Jean-Paul	14, rue Onésime, app. 2, Gatineau	2001-10-04
THERRIEN, Paul	700, boulevard des Chutes, Beauport	2002-04-11
TOURNAY, Robert	434, avenue Du Domaine, app. 13, Chandler	2002-06-04
TREPANIER, Paul-Émile	664, 10 ^e Avenue Ouest, Amos	2002-01-24
TRUDEL, Lucie	555, rue Watt, app. 1, Gatineau	2002-07-23
VAILLANCOURT, Victoire	61, rue Berry, Matagami	2002-02-04
VALLÉE, Huguette	2309, rue Saint-Jean-Baptiste, app. 9, Saint-Romuald	2002-08-30
VESSOT, Guy	7351a, rue d'Iberville, Montréal	2002-09-22

2- Biens situés au Québec dont les propriétaires ou leurs héritiers sont inconnus ou introuvables ou auxquels ils ont renoncé :

Nom	Domicile	Date du décès
HALL-RIGHT, Louise-Charlotte	propriétaire du lot 1188-43, 88 et 89, Magog	

3- Biens délaissés par les personnes morales dissoutes :

Brasserie 112 Inc.	Consultex J.L.L. Canada Inc.	Gestion Gisoka Inc.
Les Immeubles B.P.D. Inc.	Les Immeubles Microtec Inc.	Maisons Roger Ashby Ltée
Moderne Télécom Inc.	Société La Llorona	9038-3597 Québec Inc.

Selon l'article 794 du Code civil du Québec, le Curateur public dresse un inventaire des successions non réclamées au paragraphe 1^o du présent avis. Sur demande écrite de la part d'une personne intéressée (héritier, légataire, créancier possédant un document à l'appui), copie de l'inventaire pourra lui être transmise.

Le curateur public remettra les biens et les revenus produits aux héritiers qui se manifestent dans les dix ans de la date du décès ou en tout temps, dans les autres cas, sauf à l'égard des sommes dont le montant est inférieur à 500\$ où le droit de les récupérer se prescrit par dix ans à compter de la remise au ministre des Finances.

4- Avis de clôture d'inventaire

Conformément à l'article 795 du Code civil du Québec, prenez avis que le curateur public, agissant aux termes de l'article 698 du Code civil du Québec, a procédé à la clôture d'inventaire des successions suivantes :

Nom	Domicile	Date du décès
BARRETTE, Denise	433, rue Notre-Dame, app. 1, Montebello	2000-08-25
BEAUDOIN, Joé	4, 44 ^e Avenue, Sainte-Marthe-sur-le-Lac	2000-10-13
BENNY, Julien	105, rue Saint-Pierre Nord, app. 9, Joliette	1999-12-20
BOUCHARD, Rosaire	1601, rue des Peupliers, Dolbeau	1999-12-01
BRASSEUR, Marie-Jeanne	3095, rue Sherbrooke Est, Montréal	2001-01-22
BRISSET (MAYBURY), Ethel	6630, rue Sherbrooke Ouest, app. 1507, Montréal	2000-12-19
BUSSIÈRES, Raymond	941, rue Grant, Longueuil	2000-02-11
CARRIÈRE, Lorena (Laurenza)	9100, rue Dumouchel, Saint-Benoit	2000-10-03
CATUDAL, Yvon	2200, rue Joliette, app. 8, Longueuil	2001-08-09

Le Curateur public du Québec
Direction des successions non réclamées
600 boulevard René-Lévesque Ouest, 10^e étage
Montréal (Québec) H3B 4W9
Tél. : (514) 873-4074
1-800-363-9020
www.curateur.gouv.qc.ca

CÔTÉ, Germaine Marie-Rose	1077, rue Mckenzie, Terrebonne	2000-04-20
COULOMBE, Suzanne	6767, rue Cartier, Montréal	1998-09-08
DAIGLE, Gisèle	549, rue Théodore, Montréal	1998-05-11
DUBOIS, Christian	117, rue Saint-Georges, Black Lake	2000-01-01
DUCHESNE, Albert	373, rue Saint-Thomas, Joliette	2000-10-08
DUVAL, Bertrand	1340, rue Conefroy, app. 101, Longueuil	2000-10-26
FOURNIER, Gilles	874, 32 ^e Avenue, Lantier	1999-11-30
GAGNON, Suzette	150, rue Saint-Jacques, Saint-Jacques	2002-04-19
GAUTHIER, Roger	3335, rue Pouliot, Terrebonne	2000-11-29
GIRARD, Gisèle	90, rue Champagne, Sainte-Anne-des-Plaines	1999-03-19
GLASSCO, Cécilie (Ann)	6630, rue Sherbrooke Ouest, app. 2111, Montréal	2002-08-29
GRAVEL, Jean-Claude	8135, rue des Belges, app. 10, Montréal	2000-04-24
GRAVEL, Thérèse	1051, rue Saint-Hubert, Montréal	1998-05-13
GUAY, Bernadette	253, route 108, Beauceville	2001-04-20
GUINDON, Rolande	3175, rue Linton, app. 2, Montréal	2001-10-31
HEALY, James	4359, rue Boyer, Montréal	2000-01-14
HEROUX, Emmanuel	169, 7 ^e Avenue Est, Macamic	2001-02-15
HOFFNER (ÉTHIER), Ana	428, rue Baron Empain, Sainte-Marguerite du lac Masson	2001-10-27
ISABELLE, Roland	2340, 21 ^e Avenue, Laval	1998-12-09
JACOB, Louis-Gilles	101, rue Labelle, l'Annonciation	2000-09-09
KIROUAC, Roger	2913, boulevard Lapointe, Montréal	1999-11-10
LACASSE, Bernard	73, rue Bricard, app. 3, Beauport	2001-01-12
LAMBERT, Louis-Aimé	2552, avenue Lebrun, app. 111, Montréal	2002-03-19
LAMBERT, Raymond	1800, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal	2001-04-03
LAMIRANDE, Mario	1943, rue Principale, Sainte-Ursule	1999-07-06
LANOUE (WILSON), Lorraine	7787, rue Guy, Anjou	2000-03-08
LARIVÉE, Bernard	92, rue Provencher, Mont-Saint-Hilaire	2000-11-08
L'HEUREUX, Jean-Yves	1037, rue Henri, Baie Comeau	2001-08-11
MATTE, André	1077, rue Mckenzie, Terrebonne	2000-12-12
MCGINNIS, James	37, rue France, Saint-Philippe	1997-01-31
MICHEL, Jocelyne	180, avenue Bessette, Iberville	2001-05-19
MORASSE, Claude	529, rue Heneker, Sherbrooke	2001-08-14
NAYLOR, Wilfred	4955, chemin de la Côte Sainte-Catherine, app. 1, Montréal	2002-07-16
O'SHAUGHNESSY, Joseph	7060, boulevard des Milles-Iles, Saint-François, Laval	2001-06-14
POIRIER, Raymond	3370, rue Ovide Hamel, Saint-Hubert	2001-10-14
RIOUX, Marie-Jeanne	2110, rue Wolfe, Montréal	2001-07-31
ROBILLARD, Denise	335, rue Papineau, Plaisance	2001-04-23
SEVIGNY RAIL, Gabrielle	1165, chemin Sainte-Foy, Québec	2001-06-05
SILVERMAN, Rosa	5725, avenue Victoria, Montréal	2001-02-25
SIMONEAU, Roméo	262, rue Poulin, Thetford Mines	1996-08-07
THAMAS, Frank	3430, rue Jeanne-Mance, Montréal	1995-02-28
THOMAS, Isidore	61, rue Jacques Cartier, Gaspé	2001-07-24
VALCOURT, Irène (Marie-Reine)	408, avenue Saint-Charles, Vaudreuil	2002-02-05
VANDAL, Réaldo	2-317, rue Pierre Laporte, Buckingham	2001-03-17
VENIZEZ, Marguerite	6875, boulevard Lasalle, Verdun	1997-01-13
WALSH-BRIDGES, Hazel	7400, rue Sherbrooke Ouest, app. 616, Montréal	1998-05-20
WELLS, Albert Fuller	650, place d'accueil, Lachine	1999-04-08

5- Avis de fin de liquidation

Conformément à l'article 700 du Code civil du Québec, le curateur public donne avis qu'il a terminé la liquidation des successions ci-dessus mentionnées. Tout héritier ou ayant droit peut faire valoir ses droits auprès du curateur public dans les dix ans suivant la date où son droit s'est ouvert.

Nom	Domicile	Date du décès	Reliquat
BERNIER, René	493, rue Principale, Ham-Nord	2001-03-01	2 169,225
BRASSEUR, Marie-Jeanne	3095, rue Sherbrooke Est, Montréal	2001-01-22	11 926,345
CODERRE (SMITH), Violet	5263, rue Brillion, Montréal	1997-01-14	206 070,135
DOUCET, Paul	11 000, rue des Montagnards, Beauport	2001-02-05	2 015,515
DUCHESNE, Jeanne-Mance	257, rue Saint-Armand, Chicoutimi-Nord	1999-03-15	2 521,395
GUILMETTE, Gabrielle	885, boulevard Ducharme, La Tuque	1994-03-29	20 719,175
LAJOIE, Cécile	71, boulevard Saint-Benoit, Anqui	1998-02-10	1 148,475
LEIBOVITCH, Hanna	4770, rue Dupuis, app. 202, Montréal	1994-06-02	127 412,485
LÉVESQUE, Carmelle	8585, terrasse Champlain, Lasalle	1998-03-31	3 461,405
MAURY, Auguste			

Washington dénonce Pyongyang mais privilégie la diplomatie

JEAN-LOUIS DOUBLET
Agence France-Presse

WASHINGTON — Les États-Unis, tout en se déclarant gravement préoccupés par la décision de Pyongyang de dénoncer le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), ont réaffirmé hier leur volonté de trouver une issue diplomatique à la crise.

Cette décision constitue une « grave préoccupation pour l'ensemble de la communauté internationale », a déclaré le vice-président américain Dick Cheney. Le porte-parole de la présidence américaine Ari Fleischer a également affirmé que « la Corée du Nord continue de se comporter de manière unilatérale ».

Lors d'une conversation téléphonique hier avec le président chinois Jiang Zemin, « le président (Bush) a souligné que les États-Unis n'ont pas d'intentions hostiles à l'encontre de la Corée du Nord et cherchent une solution pacifique multilatérale aux problèmes créés par les initiatives de la Corée du Nord », a-t-il toutefois souligné.

L'initiative nord-coréenne intervient alors que des discussions non officielles se sont ouvertes avec un responsable américain, le gouverneur du Nouveau-Mexique Bill Richardson, et des diplomates nord-coréens à l'initiative de ces derniers.

Ces discussions mettent la Maison-Blanche en porte-à-faux car Bill Richardson, un ancien ambassadeur américain auprès des Nations unies, ne fait pas partie de l'administration actuelle et appartient à l'opposi-



Photo AP
Pak Kil-Yon, ambassadeur de la Corée du Nord aux Nations unies.

tion démocrate. Il a toutefois une longue expérience des négociations avec les autorités communistes de Pyongyang.

Ari Fleischer a indiqué que M. Richardson devait faire part de la teneur de ses entretiens au secrétaire d'État Colin Powell. La Maison-Blanche avait affirmé jeudi après l'annonce de cette rencontre qu'elle était toujours prête à discuter avec les Nord-Coréens mais qu'il n'était pas question de négocier.

Selon le porte-parole de la Maison-Blanche, la crise actuelle est « un problème qui a été créé par la Corée du Nord et l'approche des États-Unis depuis le début a été de tenter de le résoudre de manière diplomatique ».

che, la crise actuelle est « un problème qui a été créé par la Corée du Nord et l'approche des États-Unis depuis le début a été de tenter de le résoudre de manière diplomatique ».

Déclaration de guerre

Peu après les déclarations de la Maison-Blanche, l'ambassadeur de la Corée du Nord aux Nations unies, Pak Kil-Yon, a déclaré que les États-Unis « n'avaient pas une attitude sincère » et affirmé que « tout genre de sanction par le Conseil de sécurité des Nations unies sera considéré comme une déclaration de guerre ».

Pyongyang menaçait depuis plusieurs semaines de dénoncer le TNP en représailles à la décision en novembre de la communauté internationale de suspendre les livraisons de fioul à la Corée du Nord pour avoir relancé son programme nucléaire militaire en violation d'un accord conclu en 1994.

La décision de Pyongyang de se retirer du TNP ne « constitue pas une surprise » car « d'une certaine façon, le fait qu'ils aient déjà

reconnu avoir violé le traité semble indiquer qu'il ne le respectait pas même s'ils l'avaient signé », a déclaré Ari Fleischer.

Les autorités nord-coréennes ont assuré ne pas avoir pour autant l'intention de fabriquer la bombe atomique et ajouté qu'elles pourraient faire marche arrière si Washington cessait sa politique d'isolement et reprenait ses livraisons de pétrole à son économie en crise.

Selon l'administration américaine, les Nord-Coréens ont déjà au moins deux bombes atomiques élaborées à partir de plutonium avant le gel de leur programme en 1994. Pyongyang avait avoué en octobre dernier avoir repris un programme de développement d'armes nucléaires à base d'uranium enrichi après avoir été confrontée à des preuves rassemblées par les Américains.

Interrogé sur une éventuelle saisine du Conseil de sécurité des Nations unies par Washington concernant la crise nord-coréenne, Ari Fleischer a souligné que George W. Bush prendrait « les décisions appropriées en fonction de l'agenda que la communauté internationale jugera le meilleur ».

Liquidation fin de saison
25% . 50% . 75% de rabais
sur toute la marchandise en magasin

À partir de **Des marques de prestige**

Mouton renversé 3/4	350 \$	- Christ
Blouson de cuir	195 \$	- Dominic Bellissimo
Pelisse doublée de lapin	250 \$	- Epsilon
Cachemire et laine	250 \$	- Sélection
Vison noir	1 995 \$	- A Pro Peaux
Vison femelle Blackglama	3 995 \$	- Hide Society
Chapeau de fourrure	49 \$	

Spécialistes en recyclage de fourrure

MARCEL Jodoin FOURRURES ET MURPHY FOURRURES
Établis depuis 1946

1228, RUE SAINT-DENIS, MONTRÉAL QUÉBEC (514) 288-1683

Plus de 600 manteaux en stock

APPELEZ-NOUS
327-7777

À partir de **198\$*** par mois

Civic berline 2003
Option 0 \$ comptant également disponible.

Berline Accord 2003
A partir de **298\$*** par mois
Option 0 \$ comptant également disponible.

*Location 48 mois. Échange ou comptant de : 2 516 \$ (Berline Civic DX), 3 533 \$ (Accord). Transport et préparation inclus.

HONDA Gabriel
327-7777

7000, boul. Henri-Bourassa Est
Montréal-Nord
Visitez notre site : www.gabriel.ca

Salon national de l'habitation

24^e édition
31 janvier au 9 février 2003 • Place Bonaventure

En 2003, le printemps commence le 31 janvier!



Planifiez vos projets pour la maison dès maintenant!

ameublement • cuisines et salles de bain • rénovation • construction
portes et fenêtres • décoration • aménagement extérieur
énergie • électronique • nouvelles technologies • services à l'habitation



Une nouvelle
AVENTURE
à la Place Bonaventure

Heures d'ouverture
Lundi au jeudi 10 h à 21 h
Vendredi 10 h à 22 h
Samedi 9 h à 22 h
Dimanche 9 h à 19 h

Prix d'entrée*
• Adultes : 10 \$ en semaine
12 \$ samedi et dimanche
• Aînés et étudiants : 8 \$
• Enfants de 6 à 12 ans : 4 \$
• Enfants de 5 ans et moins : gratuit
* taxes incluses

Bonaventure

Des attractions qui vous séduiront :

La Maison des Amoureux Windigo et les Hautes-Laurentides à l'honneur, un luxueux chalet pour ajouter quelques années de qualité à votre vie...

Qu'est-ce qui ferait votre bonheur? Piscines, spas, conseils horticoles, Trevi à la solution!

Ravivez votre flamme avec Gaz Métropolitain! Décors humoristiques et offres exclusives vous attendent.

Le design s'expose pour Sonia Benezra, un concept aménagé par Décor Timavi, en collaboration avec Kaycan et Meubles Re-No.

Tauxalement intéressant... et des taux hypothécaires franchement excitants grâce à Multi-Prêts, un aménagement de Carolyne Gauthier design.

Haute-fidélité... pour l'électro, une présentation de Maison Éthier signée Textura Décor. Tout pour les fans de divertissement électronique et d'électroménagers sophistiqués!

Rendez-vous au Carrefour CAA-Habitation pour obtenir des réponses à toutes vos questions de rénovation.

Jardin des courtisans conçu par Renouvo, une aire de détente pour découvrir l'époque de la Renaissance...